

**Conférence d'examen de Maputo pour un monde sans mines
Segment de haut niveau – Déclaration du CANADA**

June 26, 2014

Obrigada. Mr. President, Excellencies, distinguished guests, ladies and gentlemen,

Nous sommes réunis ici au Mozambique, l'un des États les plus gravement touchés par les mines antipersonnel, alors que le Mozambique aura bientôt complété le déminage de toutes ses zones minées. Il s'agit là d'une réalisation qui peut donner de l'espoir à d'autres pays qui ont encore beaucoup à faire à ce chapitre.

Lorsqu'il été lancé en octobre 1996 pour négocier la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, le Processus d'Ottawa était un processus politique unique qui annonçait une nouvelle façon de penser. La Convention n'impose pas seulement des interdictions, mais elle contient également des engagements en matière de coopération internationale, ainsi que de prestation de soins et de services de réadaptation et de réinsertion économique et sociale aux victimes.

Ce processus n'a pas pris fin avec l'entrée en vigueur de la Convention. Il se poursuivra jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune nouvelle victime de mines, et jusqu'à ce que nous ayons apporté un soutien adéquat ainsi que des opportunités de réinsertion à tous les survivants.

Il y a quinze ans, lorsque les représentants de la communauté internationale se sont rassemblés à Maputo pour la première réunion des États parties à la Convention, en vue de commencer à éliminer les mines antipersonnel et de remplir les promesses faites aux victimes, vingt-cinq pour cent des pays du monde étaient parties à la Convention. Aujourd'hui, plus de quatre-vingts pour cent des pays du monde y ont assujettis, y compris la plupart des États qui sont lourdement touchés par les mines antipersonnel. Par ailleurs, la vaste majorité des pays du monde respectent les normes fixées par la Convention.

Le nombre de victimes des mines antipersonnel est plus bas qu'il ne l'a jamais été : il est de soixante pour cent inférieur à ce qu'il était en 1999.

Plus de 47 millions de mines antipersonnel stockées ont été détruites. Une superficie supérieure à un milliard de mètres carrés a été déminée ou a été autrement jugée comme étant libre de mines, et peut être de nouveau utilisée à des fins productives. De plus, des milliers de survivants de mines antipersonnel se sont réinsérés dans la société pour en devenir des membres productifs à part entière.

Cependant, bien que nous ayons réalisé d'important progrès, nous devons rester vigilants. La Convention a certainement largement contribué à l'établissement d'une norme mondiale contre l'utilisation des mines antipersonnel, mais la réalité est que ces armes continuent d'affecter des civils innocents, et de mutiler ou tuer une dizaine de personnes chaque jour. C'est beaucoup trop.

Mr. President,

The full implementation of the Convention is the only sure path toward our common goal of ending the human suffering caused by anti-personnel mines.

Anti-personnel mines continue to be used in certain regions of the world: in some cases by States not Party to the Convention, increasingly by non-State armed groups, and most concerning of all, seemingly by some States Parties. Some countries continue to produce and transfer anti-personnel mines. The pace at which we are clearing land is not fast enough. With the total number of Article 5 deadline extension requests exceeding the total number of States Parties that have declared completion of their Article 5 obligations, it would seem that deadline extensions are now becoming the norm rather than the exception.

To complete the implementation of the Convention, we need to be ambitious, we need to be focused, and we need to have the right tools at our disposal. The Maputo Action Plan and Implementation Machinery provide us with the framework to guide our work over the next five years.

Ending the era of anti-personnel mines is within our reach. We must redouble our efforts to complete our work of ending the suffering and casualties caused by anti-personnel mines once and for all.

Since 2006, Canada has contributed more than two hundred and fifteen million dollars (\$215M) to mine action, and we will allocate an additional ten million dollars (\$10M) over the next 12 months for action to address anti-personnel mines and cluster munitions.

Mr. President,

It will be my great honour to sign the Maputo Declaration and thereby reaffirm Canada's longstanding commitment to a world free of anti-personnel mines.